

COLLOQUE INTERNATIONAL / INTERNATIONAL SYMPOSIUM

Organisé par le CRINI

ENJEUX ET PERSPECTIVES DU REFERENDUM ECOSSAIS POUR LE ROYAUME-UNI ET POUR L'EUROPE

THE ISSUES RAISED BY THE SCOTTISH REFERENDUM AND ITS IMPACT
ON THE FUTURE OF THE UNITED KINGDOM AND EUROPE

25 - 26 septembre 2015 - Université de Nantes

Colloque organisé par Paul Lees et Annie Thiec, Maîtres de conférences à la Faculté des langues et cultures étrangères (flce) de l'Université de Nantes.

RESUMES DES COMMUNICATIONS

www.crimi.univ-nantes.fr



UNIVERSITÉ DE NANTES
FACULTÉ DES LANGUES
ET CULTURES ÉTRANGÈRES



BORY Stéphanie

Université Jean Moulin Lyon 3

« *Les effets du référendum écossais pour le pays de Galles : sur la voie de l'indépendance ?* »

Résumé :

À la suite du référendum sur la dévolution organisé au pays de Galles en septembre 1997, Ron Davies, alors Secretary of State for Wales, s'écrie : « Devolution is a process, not an event », expression reprise dans le titre d'un pamphlet publié en 1999, *Devolution : A Process, Not an Event*. Ce point de vue est partagé par Richard Wyn Jones et Roger Scully, deux universitaires gallois, qui décrivent le référendum gallois de 2011 dans leur ouvrage *Wales Says Yes, Devolution and the 2011 Welsh Referendum* publié en 2012 ainsi : « This referendum was an important event, but as we have come to understand all too well in Wales, devolution is a process ». En effet, depuis sa création en 1998, les pouvoirs de l'Assemblée nationale pour le pays de Galles n'ont cessé de croître grâce à deux nouvelles lois, le Government of Wales Act 2006 et le Wales Act 2014. Elles permettent à l'Assemblée d'obtenir de nouveaux pouvoirs, en suivant le modèle écossais puisque l'Écosse jouit depuis 1999 de pouvoirs législatifs primaires et fiscaux. Martin Johnes, dans son ouvrage *Wales since 1939*, publié en 2012, souligne que la pression pour la dévolution exercée dans les années 1990 trouve son origine non pas au pays de Galles, mais bien en Écosse : « The push for devolution at that time came, not from Wales or Blair, but from Scotland ». C'est pourtant le pays de Galles qui montre la voie de la consultation référendaire puisqu'un référendum, approuvé à 63,5% par les électeurs gallois, est organisé en mars 2011 en vue d'octroyer à l'Assemblée des pouvoirs législatifs primaires en la transformant en parlement !

Dès le lendemain du référendum sur l'indépendance de l'Écosse de septembre dernier, le Premier ministre David Cameron s'engage à honorer sa promesse d'initier une réforme constitutionnelle afin d'élargir les pouvoirs des institutions écossaises, galloises et nord-irlandaises : « Just as the people of Scotland will have more power over their affairs, so it follows that the people of England, Wales and Northern Ireland must have a bigger say over theirs. [...] It is absolutely right that a new and fair settlement for Scotland should be accompanied by a new and fair settlement that applies to all parts of the United Kingdom. ». La Commission Smith, nommée par le gouvernement britannique dans les jours qui suivent, publie ses résultats fin novembre et préconise notamment une autonomie fiscale accrue. Quel est donc l'impact de la consultation référendaire écossaise au pays de Galles ? Elle semble avoir accéléré l'adoption du Wales Act, proposé en première lecture à la Chambre des Communes le 20 mars 2014, à la suite de la publication du rapport de la Commission Silk deux semaines auparavant, et ratifié neuf mois seulement plus tard. Il convient de s'interroger sur les motivations de la bonne volonté affichée par les institutions britanniques.

Cette communication propose donc de rappeler brièvement les étapes de la dévolution au pays de Galles, calquée sur le modèle écossais, avant de s'interroger sur l'impact du référendum de septembre dernier, constitutionnel tout d'abord en étudiant dans quelle mesure celui-ci peut permettre d'accélérer le processus d'acquisition par l'Assemblée de nouveaux pouvoirs, nationaliste ensuite en se demandant s'il peut favoriser le renforcement de l'identité galloise.

¹ Ron Davies, *Devolution: A Process, Not an Event*, Cardiff : Institute of Welsh Affairs, 1999.

¹ Richard Wyn Jones & Roger Scully, *Wales Says Yes, Devolution and the 2011 Welsh Referendum*, Cardiff : University of Wales Press, 2012, p. xi.

¹ Martin Johnes, *Wales since 1939*, Manchester : Manchester University Press, 2012, p. 413.

CAMP Edwige

Université de Valenciennes

« L'Ecosse à l'issue du référendum : la poursuite du processus de dévolution »

Résumé :

Dès le lendemain du référendum écossais d'autodétermination, le Premier ministre a confié à Lord Smith la tâche de réunir une commission indépendante, chargée de formuler des propositions consensuelles. Il se conformait ainsi à un engagement pris par les branches écossaises des partis britanniques, puis par les leaders de ces derniers, engagement devenu un « serment » à l'approche du scrutin. Le SNP et les Verts, qui avaient fait campagne pour l'indépendance, se sont associés à ces travaux afin d'inciter à des transferts complémentaires de compétences, s'érigeant en représentants de près de la moitié de l'électorat. La Commission a respecté le calendrier serré qui avait été fixé par Gordon Brown, en publiant son rapport le 27 novembre. Ses recommandations étaient relativement avancées au regard des projets des unionistes au printemps 2014, tout en restant en-deçà de la « devo-max » prônée par le SNP. En janvier 2015, le gouvernement britannique de David Cameron a élaboré un avant-projet de loi, transformé en projet de loi à l'issue des élections législatives du 7 mai. Cependant, le SNP, qui a emporté la quasi-totalité des sièges écossais, estime représenter l'Ecosse à Westminster. Il exige des pouvoirs complémentaires.

Je souhaiterais travailler sur l'élaboration du rapport de la Commission Smith et sur la traduction législative et réglementaire de ce dernier. L'objectif est de montrer en quoi ce procédé, qui ressemble en apparence aux réflexions multipartites précédentes (Convention constitutionnelle ou Commission Calman), s'en distingue, sur la forme comme sur le fond, semblant marquer une nouvelle inflexion dans le processus de dévolution.

CATALA Michel

Université de Nantes

« Les institutions européennes face au référendum sur l'indépendance de l'Ecosse »

Résumé :

Il s'agira, à travers les documents officiels publiés et les articles de la presse française, d'étudier les déclarations officielles et officieuses des membres des différentes institutions européennes entre l'annonce d'un référendum sur l'Ecosse en 2012 et le vote écossais en 2014. Nous nous intéresserons en particulier à la Commission européenne et au Parlement.

La question des conséquences des résultats du vote, et notamment d'une éventuelle victoire indépendantiste, sur l'appartenance du futur état écossais à l'UE à été au cœur de la campagne et a posé un certain nombre de questions sur l'avenir de l'Union et de l'appartenance éventuels nouveaux Etats issus d'un Etat déjà membre, dans le contexte britannique d'une éventuelle sortie du pays de l'UE. Les membres des institutions européennes se sont retrouvés dans une position difficile entre le souci de défense de l'intégrité de l'Union et le débat politique interne d'un Etat membre, face à une question inédite dans l'histoire de la construction européenne.

DUCLOS Nathalie
Université de Toulouse

"The « new left » in post-referendum Scotland"

Abstract:

This paper will aim at mapping what it calls the « new left » in post-referendum Scotland. The long referendum campaign gave birth in Scotland to a new political landscape, especially on the left, with the birth of new groups and organisations (such as RIC, Common Weal or the Scottish Left Project), often but not always supportive of independence, as well as the growth of existing pro-independence left-wing and centre left parties due to the arrival of huge numbers of new members. This paper, which will focus on the post-referendum period (an on-going election period), will then present the different strategies wielded by these different left-wing groups in the short term (winning seats in elections or putting pressure on political parties that field candidates) and in the medium to long term (campaigning for independence or for a certain social and economic model).

GIBSON-MORGAN Elizabeth

Université F. Rabelais (Tours) & King's College (Londres)

*"The reform of the British Constitution and the governance of the four nations of the UK
in the wake of the 2014 Scottish Referendum on independence"*

Abstract:

Winston Churchill in a speech delivered before the House of Commons in 1942 famously declared: "Now this is not the end. It is not even the beginning of the end. But it is perhaps, the end of the beginning". Far from being the end of the Scottish question and the constitutional debate over the future of Scottish and UK institutions, the outcome of the referendum of the 18 September 2014 on the independence of Scotland could very well be a new beginning. Rather than simply a victory for the "No" (to independence) the Scottish referendum could also be seen as a victory for democracy with a turn-out of 84.6% notably among young first time voters. It could provide a new momentum for constitutional reform. There could well be a national constitutional convention like the one that paved the way to the setting-up of a new Scottish Parliament gathering energies and ideas from all four nations. The 2014 Scottish Constitutional Bill which was to be the blueprint of the new Scottish independent state provided Scotland with a fully-written constitution. British constitutional experts and lawyers could build on it and examine various options including a confederal or even a federal United Kingdom. A former Prime Minister and a Scot, Gordon Brown, for his part has proposed a new "partnership" between equal nations, while denouncing the myth of independence in a globalized (interdependent) world.

In any case, whatever the outcome of the 2014 Scottish referendum there will be more devolution to Scotland since it was part of the 2012 Scotland Act which provided transfers of significant taxation and borrowing powers to the Scottish institutions. This is after all what the majority of Scottish voters wanted – they will be given what they were denied in the referendum question, "devolution max". Yet, it is essential to think also of a wider legal framework and a new distribution of power not only between England and Scotland, but between the four different nations and the UK as a whole. Aggravating the asymmetrical nature of the current devolution process can only fuel resentment and nationalist feelings in both England and Scotland and is bound to lead to a new referendum on independence in Scotland. There will be more devolution to Scotland – under the 2012 Scotland Act

– and Wales – under the 2014 Wales Act – even if the hasty promises made by politicians in the count-down to the Scottish referendum were not to be fulfilled. Yet, constitutional reform must not be exclusively based on ever more devolution but also on the modernization and democratization of national institutions. Thus, British democracy would benefit from a more streamlined House of Commons and a more democratic British Upper House based on territorial representation, a more independent judiciary with a UK Supreme Court more representative not only of women but of the different nations forming the country, perhaps with two Scottish and one or two Welsh Justices. Now is the time for the UK to seize the day and adopt a fully-written constitution for the country as a whole that would entrench devolution and that would better protect Human Rights for the benefit of all four nations and the British people. Its effect would be to create a United Kingdom more diversified but also more truly united than ever before.

LANDRON Michel

Université d'Angers

« L'impact du vote écossais sur le mouvement nationaliste en Catalogne (2012-2014) »

Résumé :

De 2012 à 2014, le processus écossais a accompagné l'émergence d'une mobilisation des nationalistes catalans en faveur du "droit à décider". La manifestation organisée, avec succès, par les partisans de l'indépendance de la Catalogne, le 11 septembre 2012, a eu lieu l'année où le gouvernement de David Cameron et le SNP se sont mis d'accord pour la tenue d'un referendum en Écosse.

L'agenda politique catalan a conduit le « président » de la Generalitat à organiser lui aussi un referendum sur l'indépendance de la Catalogne le 9 novembre 2014, dans une démarche unilatérale qui n'a pas été reconnue par le gouvernement de Mariano Rojoy. Le processus référendaire écossais a conduit les différents acteurs catalanistes, des mouvements de la société civile aux partis politiques, à souligner les différences et les similitudes entre les deux régions pour ce qui est de leur relation avec l'État dont elles font partie.

LEES Paul

Université de Nantes

"The Northern Powerhouse: a Convincing Template for an English Devolution Revolution?"

Abstract:

The convening of the Scottish Parliament on July 1, 1999, followed by further devolved powers already granted or promised to Holyrood over subsequent years, not to mention the Scottish Referendum on Independence (September 2014) and the landslide General Election victory in Scotland of the SNP (May 2015), have undoubtedly had a dramatic effect on the political debate south of the border. If the Scots seem to be enjoying ever more power over their own affairs how can the English also take more control of their own political and economic destiny?

"English Votes for English Laws" is one catchphrase which still needs to be clarified over the coming months and years, and is not without presenting numerous serious problems for a Westminster Parliament intent on uniting the whole Kingdom under one roof as well as assuaging an increasing sense of English nationalism.

Another proposal, launched by the Conservatives during the period of Coalition Government (2010-2015) and reinforced after the recent Conservative General Election victory, is the question of urban

agglomerations, starting with the North of England, and their ability to decide for themselves, or together, how to develop their economy, infrastructure, health services, social care, higher education, research policies and so on, without the agreement of London.

On June 23, 2014, even before the Scottish Referendum, Coalition Chancellor George Osborne, had proposed to link up the great cities of the North of England by better means of transport, by backing higher education, encouraging creativity and finally, giving them “the local power and control that a powerhouse economy needs”.

On November 3, 2014, the Chancellor and leaders of the Greater Manchester Combined Authority signed a Devolution Agreement which would “result in devolving new powers and responsibilities to Greater Manchester, and Greater Manchester adopting a directly elected Mayor for the city-region.”

On February 27, 2015, Greater Manchester and NHS England signed a Memorandum of Understanding agreeing “to bring together health and social care budgets” and putting “local people in the driving seat for deciding on health and care services that suit Greater Manchester ».

In the Queen’s Speech, delivered on May 27, 2015, the Conservative Government set out its programme for the coming Parliamentary session. Among the measures envisaged was the introduction of legislation “to provide for the devolution of powers to cities with elected metro mayors, helping to build a northern powerhouse ». A Cities Devolution Bill (dubbed “Devo Manc”) will be introduced to give Northern Cities more powers over their affairs.

These proposals have encountered both support and criticism:

- What exactly do we mean by the term “North of England”?
- Does the requirement to elect a “metro mayor” work against the traditional political representation and power of Local Authorities within the Metropolitan Area?
- What will happen to Metropolitan Areas which do not agree to the idea of “directly-elected mayors”?
- What about the future for ‘third tier cities or towns’ in the North, such as Hull or Huddersfield? What is their place in the Northern Powerhouse?

LEYDIER Gilles

Université de Toulon

‘A surge of nationalism’ ? Les ressorts de l’hégémonie politique du SNP

Résumé :

Le référendum sur l’indépendance de septembre 2014, bien loin de clore le débat sur le sujet, a engendré en Ecosse une dynamique favorable à la cause de l’autonomie politique. Le Scottish National Party, qui était à l’origine de cette consultation objectivement perdue, a été de fait le principal bénéficiaire de l’engagement civique record observé lors de la campagne référendaire, profitant de l’occasion pour attirer en son sein de nombreux nouveaux adhérents et asseoir sa domination sur la scène politique écossaise, ce qui fait rétrospectivement et paradoxalement des nationalistes écossais les véritables vainqueurs du référendum. Lors des élections législatives britanniques de Mai 2015, cette dynamique s’est poursuivie et amplifiée en faveur des nationalistes écossais, qui ont recueilli la moitié des suffrages et 95% des sièges à pourvoir, balayant dans des proportions inattendues la concurrence, éliminant notamment le parti travailliste pour devenir pour la première fois et très largement le parti numéro un en Ecosse. En cette occasion, le comportement des Ecossais pour les élections au parlement de Westminster s’est, de façon inédite, aligné sur celui des élections à Holyrood. Au final le SNP exerce aujourd’hui un leadership militant, électoral et idéologique sans précédent sur tous les leviers de la scène politique écossaise.

Cette communication se propose d’analyser les ressorts de cette domination, et les perspectives qui en découlent. Comment la polarisation très forte de l’électorat écossais autour des paradigmes

antagonistes du nationalisme/indépendantisme et de l'unionisme, manifeste lors de la campagne référendaire, se poursuit-elle à travers la supériorité actuelle du Scottish National Party sur la scène électorale écossaise ? Dans quelle mesure la mobilisation citoyenne sans précédent enregistrée lors de la campagne référendaire, a-t-elle pu se transférer au bénéfice exclusif du Scottish National Party ? Les réalignements politiques majeurs, enregistrés lors des dernières élections législatives, sont-ils durables ? Et quelles en sont les conséquences pour la poursuite du débat sur l'avenir politique de l'Écosse au sein du Royaume-Uni ?

LE MESTRE Renan

Université de Nantes

« La dévolution écossaise et la remise en cause de la vision diceyenne de la souveraineté »

Résumé :

Il s'agirait de montrer comment le processus de dévolution mis en œuvre, depuis 1998, en Écosse, contribue à l'affaiblissement de la vision traditionnelle de la souveraineté au Royaume-Uni, telle que l'a théorisée A. V. Dicey, à la fin du XIXe siècle.

L'introduction de la contribution rappellerait les caractéristiques essentielles de la conception diceyenne et la suprématie normative reconnue au Parlement de Westminster qui en découle, avant d'en aborder les conséquences à l'égard de l'Écosse, notamment le non-respect des limites expresses à son pouvoir pourtant mentionnées dans les traités d'Union de 1706 et 1707.

La dévolution issue du Scotland Act 1998 a remis cependant en cause cette situation, conduisant à l'émergence progressive d'un autre modèle de constitutionalisme.

La notion de souveraineté parlementaire a, en effet, été ébranlée à un double niveau, dans le contexte écossais : les Acts of the Scottish Parliament peuvent, contrairement à ceux du Parlement du Royaume-Uni, faire l'objet de recours juridictionnels et être annulés par les juridictions saisies ; les transferts de compétences consentis, dans le cadre de la dévolution, devraient devenir irréversibles, Westminster renonçant juridiquement à toute capacité de légiférer dans une devolved matter comme de modifier une législation d'Écosse, sans le consentement de son Parlement (codification de la Sewell convention), tout en admettant qu'il ne remettra jamais en cause le processus de dévolution (propositions en ce sens de la Commission Smith, mise en place après le référendum d'auto-détermination).

Cet amoindrissement du dogme de la suprématie parlementaire s'est accompagné de la montée en puissance d'une conception alternative de la souveraineté mettant l'accent sur l'expression de la volonté populaire. Cette dernière, exprimée lors des référendums sur la dévolution de 1979 comme de 1997, lors du référendum d'autodétermination de 2014, mais aussi lors des travaux de la Convention constitutionnelle écossaise entre 1989 et 1995, fonderait dès lors la légitimité du Parlement d'Holyrood, non plus le fait qu'il ait été créé par le Parlement de Westminster dans l'exercice de sa souveraineté. La Cour suprême du Royaume-Uni a pris acte de ce glissement essentiel en reconnaissant, dans ses arrêts AXA General Insurance Ltd, Petitioners [2011] UKSC 46 et Imperial Tobacco Ltd v HM Advocate, 2013 SC (UKSC) 153, que le mandat démocratique du Parlement d'Édimbourg primait, en définitive, sa nature d'organe dévolu.

L'Écosse de la dévolution serait ainsi une sorte de laboratoire où auraient été expérimentées des perspectives de renouvellement radical de la constitution du Royaume-Uni.

- I) L'érosion de la souveraineté parlementaire dans l'Écosse de la dévolution
- A) Le contrôle juridictionnel des lois votées par le Parlement d'Édimbourg
- B) Le caractère irréversible des transferts de compétences consentis par le Parlement de Westminster
- II) L'apparition d'une souveraineté populaire alternative dans l'Écosse de la dévolution

- A) La détention d'un mandat consenti par le peuple, source d'une légitimité nouvelle du Parlement d'Édimbourg
- B) La prise en compte par les juridictions de l'importance du mandat démocratique lors du contrôle des lois écossaises.

MORGAN Kenneth

King's College London

'For Scotland - see Wales?'

Abstract:

It would focus on the historical and cultural differences between Scotland and Wales within the United Kingdom, and the very different different positions of the two nationalist parties there as shown by the results in the 2015 general British General Election. Scotland is pressing hard for national independence; Wales is strongly wedded to the Union. At the same time, both nations are devolved in their government, pressure for Scottish fiscal autonomy has encouraged similar demands in Wales, and the erratic progress towards a kind of quasi-federal structure in the UK will attract much interest in Wales. This talk, therefore, will concentrate on two alternative future prospects - that Wales will continue to show far less enthusiasm for any kind of separatism than Scotland ('Wales is not Scotland') or that it will, more slowly, follow the Scottish example ('For Scotland, see Wales?'). Which of these outcomes turns out to be correct will play a major part in determining the internal future of the United Kingdom. So too will it seriously influence British relations to Europe since Scotland (and to a somewhat lesser degree Wales) is far more pro-European than England. The future of both Unions, the UK and the EU, is therefore in the balance.

THIEC Annie

Université de Nantes

"The Scottish National Party's strategy on Home Rule after the 2014 referendum"

Abstract:

In the weeks following the independence referendum it became evident that, in spite of what the leaders of the 'Better Together' campaign claimed, the debate on Scotland's place in the Union had not been settled once and for all, as shown by the number of new members signed up by the three Scottish parties in favour of independence, in particular by the Scottish National Party and the Scottish Green Party, and to a lesser extent by the Scottish Socialist Party.

In actual fact, the commitment made in the last days of the campaign by the three British party leaders – Labour, Conservative and Liberal Democrat - to transfer "extensive new powers" to the Scottish Parliament in the event of a 'No' vote, did not lead to the "decisive" outcome that the one-question referendum was expected to deliver (Edinburgh Agreement 2012). The 'No' vote could therefore be interpreted as a vote in favour of further devolution as much as one against independence. In fact, in the words of former Labour Prime Minister Gordon Brown, what the pro-Union parties had agreed to implement in the event of a 'No' vote, amounted to "real Home Rule, as close to federalism as was possible in the United Kingdom".

It is in the context of the rapid rise in membership experienced by the SNP and of the party's participation in the work of the Smith Commission set up by the British Government to make

recommendations for further devolution of powers to the Scottish Parliament, that Nicola Sturgeon in her first Conference speech as party leader, on 15 November 2014, presented her party's strategy for the forthcoming general election of May 2015, namely to ensure that the Unionist parties would deliver on their promise of a "powerhouse Scottish Parliament".

This paper will explore the SNP's policy to "deliver Home Rule for Scotland" in the context of the wider debate on further devolution for Scotland after the referendum on independence, before trying to assess to what extent it can be seen as an indication of a shift in the party's positioning on independence as argued in the British press especially.